



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

12 août 2015

Pour Antananarivo, la proclamation des résultats provisoires des élections communales et municipales se fera ce jour à 10H au siège de la CENI-T Alarobia. Par ailleurs, le kidnapping du patron du magasin d'appareils électroménagers Conforama a bénéficié d'une large couverture médiatique, tandis que l'organisation Reporters sans frontières fait part de ses réactions sur le saccage de la station VIVA Fianarantsoa.

Processus électoral

1. Echos des élections communales :

RESULTATS CE JOUR POUR TANA titre Midi Madagasikara. Selon un communiqué de la CENI-T, 115 résultats sur les 119 districts de Madagascar ont été reçus par la SADIR (Structure Ad hoc Interrégionale), 93 d'entre eux sont validés et attendent la proclamation des résultats provisoires, 18 sont en cours de validation, tandis que 4 n'ont pas été validés faute d'anomalies. Pour le cas d'Antananarivo, la proclamation des résultats provisoires par la SADIR ou Structure ad-hoc interrégionale aura lieu ce jour à 9H au siège de la CENI-T à Alarobia. A noter que la date de dépôt des requêtes a expiré avant-hier pour les tribunaux administratifs, exception faite d'Antananarivo qui a expiré hier. Les résultats définitifs émaneront des tribunaux administratifs, tandis que les candidats insatisfaits des résultats pourront faire recours en cassation, selon l'article 134 du code électoral. (p3) La publication des résultats pour la province d'Antananarivo pourra durer 6 heures ou plus, du fait que la province en question compte près de 400 communes. Hier encore, les membres de la SADIR d'Antananarivo ont délibéré sur les résultats de certaines circonscriptions électorales. (L'Express de Madagascar p.3, Madagascar Laza p.3, Takoritsika p.3 ; Tia Tanindrazana p.3) Les Nouvelles affirme qu'a priori, les résultats des élections pour Antananarivo ne seront pas une surprise. (p.2)

- Selon les résultats provisoires en cours de validation, le parti HVM arrive en tête en termes de nombres de communes gagnées, souligne Madagascar Laza. Effectivement, sur un total de 1.695 communes dans le territoire national, le HVM en a raflé 913. C'est surtout dans les régions de Melaky et d'Ihorombe que le parti a remporté le plus de sièges. (p.2)
- **Communales : quand les voix disparaissent à la SRMV titre Takoritsika.** D'après un article puisé sur le quotidien Le Point du 5 août 2015, il existe une différence de 36 533 voix entre les résultats provisoires du SRMV et la publication de la CENI-T sur son site web officiel. En effet, le premier fait état de 589 060 électeurs, tandis que le dernier publie qu'Antananarivo compte 625 593 électeurs. (p.3)
- Même si Lalatiana Rakotondrazafy n'a pas gagné les élections communales à Antananarivo, elle est la femme politique de l'année, titre La Gazette de la Grande île. Le quotidien ôte le mérite à l'ancienne première dame qui a, selon lui, profité de la fortune de son mari. Le titre revient au candidat du Freedom, qui, pour un coup d'essai, fut un coup du maître. (p.4)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



TOLIARA : TRIBUNAL ADMINISTRATIF INONDE DE REQUETES DES CANDIDATS

Jusqu'à hier, plusieurs centaines de requêtes ont été déposées et 250 autres ont été reçues par les greffes. Les dossiers envoyés par mandats postaux affluent, tandis que certains candidats soignent encore leur recours. Les contestations concernent l'annulation des voix ou des résultats, voire l'annulation des élections dans certaines localités, suite aux anomalies relevées dans les procès-verbaux. Les grands partis politiques se sont empressés auprès du tribunal administratif pour espérer renverser la tendance.
(Midi Madagasikara p.2)

- *Les tribunaux administratifs sont submergés par les dossiers de requêtes. Pour Antananarivo, 200 dossiers ont été reçus jusqu'à hier après-midi, à cela s'ajoute les quelques 1000 requêtes pour les autres provinces.* **(Madagascar Matin p.2 ; Les Nouvelles p.2)**
- *Andriamarosata Julien, membre du parti TIM à Toamasina, réclame l'annulation des élections dans cette circonscription, rapporte* **Takoritsika. (p.2)**

2. Opinions sur les élections :

*Le Docteur **Joseph Ramiandrisoa** livre son point de vue sur la situation politique du pays, et notamment sur les élections communales. Selon lui, **ces derniers scrutins, au lieu de faire évoluer positivement la situation, n'ont fait que l'envenimer.** Et d'ajouter que ces élections n'ont fait que discréditer la CENI-T et remettre en question le sérieux des gouvernants, sans parler de la frustration et du mécontentement de la population.* **Madagascar Laza (p.3)**

***Thierry Rakotobe-Joël**, enseignant à l'université de New Jersey et spécialiste en management multidisciplinaire, de son côté, propose de **ne pas perdre de temps à chercher les coupables** dans la conjoncture actuelle. Selon ses précisions, citer en litanie nos erreurs ne permet pas d'avancer, tourner plutôt le regard vers l'avenir. Il rappelle le cas où le pays a pu surmonter la crise postélectorale des élections présidentielles. C'était pour lui un point de repère historique important. Les élections communales devront appliquer le même principe afin de pouvoir concrétiser les travaux de développement. Il a suggéré d'arrêter les zizanies anti-productives et marquer un nouveau départ.* **(L'Express de Madagascar p.2)**

*Selon **Patrick Raharimanana**, président du parti VITATSIKA IO, siéger à la mairie d'Antananarivo sert de tremplin pour plus tard trôner sur le siège de Président de la République. C'est un constat qui résulte d'une mauvaise politique de décentralisation. En ce qui concerne les contestations après le vote, il pense que chacun a le droit de déposer des requêtes. Mais lui, il est pour la démocratie apaisée et propose aux non élus d'accepter leur défaite.* **(Madagascar Matin p.5)**

*Les membres du HVM à Antsiranana, à travers leur coordinateur régional **Amido**, ont tenu à **démentir les bruits selon lesquels ladite formation politique a utilisé des fonds importants** lors de la dernière campagne électorale. Ce dernier a précisé le soutien du parti en question pour le programme du gouvernement sur le développement en l'occurrence la réhabilitation de la route Ambilobe-Antsiranana.*
Midi Madagasikara (p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Politique interne

DIDIER RATSIRAKA SORT DE SON SILENCE MEDIATIQUE

*Après un long mutisme, l'ex-Président de la République Didier Ratsiraka donnera une conférence de presse au Carlton, ce soir à 19H pour donner son point de vue sur l'évolution de la situation politique malgache, mais surtout pour proposer des solutions à l'instabilité politique qui règne dans le pays. A titre de rappel, l'homme fort de la deuxième République a participé activement aux assises nationales de réconciliation organisées par le FFKM, même si sa proposition sur le report des Communales n'a pas été entendue par le régime Rajaonarimampianina. L'AREMA, son parti politique, a d'ailleurs participé aux Communales dans toute l'île, et en l'occurrence dans la capitale, par l'intermédiaire du professeur Harimanana Raniriharinosy. (Midi Madagascar p.2) Il profitera également de l'occasion pour présenter son livre, réalisé par Cécile Lavrard-Meyer, intitulé « **Didier Ratsiraka : Transition démocratique et pauvreté à Madagascar** », et publié par la maison d'édition Karthala. Cette biographie de Didier Ratsiraka a permis à Cécile Lavrard-Meyer de faire la lumière sur les événements marquants de sa carrière politique, notamment l'affaire de 1991. (Madagascar Laza p.2)*

PACTE DE RESPONSABILITE : RENCONTRE ENTRE HERY RAJAONARIMAMPIANINA ET JEAN MAX RAKOTOMAMONJY

Le Président de la République a reçu hier le numéro un de la chambre basse au palais d'Iavoloha. L'objet de la rencontre entre les deux Chefs d'Institutions de la République s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du pacte de responsabilité, tel qu'il a été décidé par la Haute Cour Constitutionnelle après la motion de déchéance votée au Parlement. Madagascar Laza (p.3)

ASSEMBLEE NATIONALE : DEMANDE DE LEVEE D'IMMUNITE PARLEMENTAIRE POUR 5 DEPUTES

En tant que porte-parole du peuple, les députés doivent servir leur servir de modèle, notamment en ce qui concerne le respect de la loi. Quant à la justice et aux forces de l'ordre, ils se doivent de réprimander toute violation des lois. A cet effet, 5 députés font l'objet de demande de levée d'immunité parlementaire, à cause d'enquêtes à leur encontre. Un député originaire du Sud serait concerné par les émeutes de Morondava qui ont conduit à l'incendie de la société SUCOMA. Un autre devra répondre de ses actes en proférant une insulte contre le Premier Ministre. D'autres délits comme les affaires de malversations financières et ou encore l'atteinte à la sureté de l'Etat sont entre autres les motifs de poursuite contre les parlementaires. (Madagascar Laza p.3)

Economie et société

INSTAT EN GREVE CE JOUR

C'est au tour du personnel de l'Institut National de la statistique ou INSTAT d'effectuer une grève d'avertissement. Roland Raberisaona, président du SAPC (Syndicat autonome des personnels de la statistique), avance les raisons de cette grève : le retard sur le paiement du salaire des employés. Ces derniers n'ont toujours pas perçu leur salaire du mois de juin, alors que l'INSTAT dispose des ressources

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



financières propres à lui pour s'acquitter de cet impayé. En effet, l'INSTAT est un Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), il dispose donc de ressources propres issues de la commercialisation des données statistiques, produits issus de la délivrance des cartes statistiques. (Midi Madagasikara p.4, Madagascar Laza (p.4)

AFFLUX DES GREVES SYNDICALES : L'AFO SYNDICALES SORT DE SON SILENCE

Constatant l'afflux des grèves syndicales, tant privées que publiques, l'Alliance des Fédérations et des Organisations (AFO) syndicales, a tenu un point de presse à Behoririka hier, pour lancer un appel à l'Etat en vue de l'organisation d'un dialogue social national. Selon Jean Raymond Rakotoniasy, secrétaire de l'AFO Syndicales, la situation des travailleurs s'est dégradée depuis quelques années. L'Express de Madagascar (p.8)

- *Sata Ranaivo, membre du parti politique Asandratro ny Firenako, affirme qu'aucune action concrète n'a été entreprise par le régime HVM dans l'optique du développement. Au contraire, le régime actuel est submergé par les foyers de tension, pour ne citer que le problème d'Airmad, du SECES, ou encore le problème du délestage. L'Observateur (p.2) Le même quotidien titre dans sa page 3 que la quatrième République est piégée par l'arrogance de ses dirigeants, et avance qu'il n'y a rien qui marche à Madagascar. Tout au contraire le pays fait face à une aggravation des crises politiques et institutionnelles, à cela s'ajoute les grèves syndicales de toutes parts. Takoritsika énonce en titre que le régime HVM est encerclé de tous les côtés, et met en exergue l'impuissance du régime Rajaonarimampianina pour résoudre définitivement les problèmes socioéconomiques quotidiens de la population. (p.3)*

GREVE DU SECES : QUID DE LA TENUE DES EPREUVES DU BAC

Baccalauréat incertain à 5 jours des épreuves s'alarme Madagascar Laza. Les membres du SECES campent sur leur position concernant le boycott des examens du baccalauréat. Une communication officielle de l'office du baccalauréat et du ministère de l'Enseignement Supérieur sur le maintien du calendrier du 17 août est fortement attendue par les lycéens. A cet effet, des sources avancent les dispositions prises par le ministère de tutelle pour maintenir la session du baccalauréat de cette année. Madagascar Laza (p.2 et p.6) Tia Tanindrazana remet en question le maintien du baccalauréat. Selon le quotidien, certains enseignants ont proposé d'ajourner les examens au mois d'octobre. (p.3)

- *Les étudiants de l'ENS s'insurgent, ceux d'Ankatso tempèrent constate Les Nouvelles. La grève des étudiants de l'ENS s'est intensifiée hier, d'après le président de l'association des étudiants normaliens, Daniel Sylvain Ratolojanahary, suite à l'indifférence des autorités sur leur cas. Pour leur part, les étudiants d'Ankatso à travers le président de l'association pédagogique de la faculté des sciences Tantely Rafanomezantsoa, appellent au calme et ont décidé de suspendre les manifestations, étant donné que les négociations entre le SECES et les deux ministères est en bonne marche. (p.4) Après la manifestation des étudiants de l'Ecole Normale Supérieure, les autres associations pédagogiques prévoient de renforcer le mouvement et, par la suite, faire pression sur le gouvernement afin de résoudre les problèmes du SECES. (L'Express de Madagascar p.8)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



GREVE DE LA JIRAMA : L'INTERSYNDICAL POURSUIT LA NEGOCIATION

Les protagonistes de la crise actuelle au sein de la JIRAMA, à savoir l'intersyndical et la direction générale, ont effectué, hier au ministère de la fonction publique, une table ronde en vue de la négociation sur les revendications de l'Intersyndical de la société d'Etat. A noter que l'une de leur principale revendication c'est le refus de la mise en concession de la centrale thermique de Mandrozeza à Symbion Power. (L'Express de Madagascar p.7) Or d'après Madagascar Laza, le conseil des ministres d'hier a statué, par l'intermédiaire d'un décret, l'approbation de ce contrat de concession de la centrale thermique de Mandrozeza à la société américaine, pour une durée de 10 ans. (p.2)

- Les salariés de la JIRAMA à Fianarantsoa ont, à leur tour, décidé de passer à la grève à partir d'hier, pour contester la décision gouvernementale. Les Fianarois relient cette grève au problème du délestage qui est revenu hier à 18H. L'Observateur (p.6) Par contre, les employés de la JIRAMA Toamasina continuent de travailler, selon le directeur régional de la JIRAMA. (Tia Tanindrazana p.13)

PROBLEME DU DELESTAGE

Le délestage atteint des sommets constate L'Express de Madagascar. L'arrêt de la centrale mobile de la société AGREKKO est à l'origine de ce délestage qui peut durer plus de 6 heures par jour. Ladite société a décidé d'arrêter la production de ses centrales fournissant 36 mégawatts au Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA), suite aux impayés de l'Etat malgache s'élevant à des milliards d'ariary. Une source proche du dossier avance l'existence d'une proposition du ministère des finances et du budget prévoyant un paiement échelonné des arriérés à la société AGREKKO. (p.7) Dans son éditorial, Les Nouvelles remarque le manque de réactivité des dirigeants pour prévenir le délestage, et s'étonne également sur l'immobilisme de la population face au problème. (p3) Madagascar Matin souligne le ras-le-bol des consommateurs par rapport au délestage alors que le paiement de la facture approche. (p2)

SACCAGE DE LA VIVA FIANARANTSOA, REACTIONS

- Les hauts responsables de la police nationale, à travers le discours du Directeur général Joachim Rajaobelina, ont tenu une conférence de presse hier suite à la rumeur selon laquelle des membres de la police ont participé à cet acte de vandalisme et ont tenu à préciser qu'une enquête est déjà en cours. Ces derniers d'expliquer qu'ils ne toléreront aucunement le non-respect des lois, surtout de la part des membres des forces de l'ordre, qui devront être un exemple à suivre en termes de respect des lois et règlements régissant la police nationale. (Midi Madagasikara p.21 ; Madagascar Laza p. 5) Madagascar Matin est dubitatif par rapport à la déclaration du DG de la police nationale, en avançant que les responsables étatiques proclament tout haut leur prise de responsabilité sans pour autant passer à l'action. (p.3)
- Dans un article publié hier sur le site de Reporters sans frontières (RSF), Virginie Dangles, rédactrice en chef de l'organisation, condamne le saccage de la station VIVA Fianarantsoa et revendique une enquête approfondie de la part des autorités pour traduire en justice les coupables de cet acte. RSF fait vite le rapprochement entre cet événement et le contexte politique local, dans la mesure où cela s'est produit alors que la station en question a diffusé, durant

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



plusieurs jours les contestations des résultats de vote. D'après RSF toujours, les positions de VIVA pourraient être à l'origine de violence. (L'Express de Madagascar p.5) Le RSF constate que le climat de la liberté de la presse malgache est caractérisé par une forte polarisation des médias, la corruption, l'autocensure et la violence contre les journalistes souligne Les Nouvelles (p.3)

- **Tia Tanindrazana** évoque le retour des « gros bras » faisant allusion aux différents événements qui se sont succédé depuis 2009 et surtout concernant l'attaque de la station VIVA Fianarantsoa. Est-ce des milices ou est-ce la police ? se questionne le quotidien en **page 3**.

TENSION AU COUM 67 HA

Suite aux échauffourées de lundi opposant les forces de l'ordre aux marchands, la tension est montée d'un cran pour la journée d'hier. En effet, les marchands ont manifesté leur mécontentement à coups de jets de pierre ; les forces ont quant à eux répliqué en envoyant du gaz lacrymogène. Les marchands ont décidé de faire une grève générale à partir de demain. (Madagascar Matin p.2)

Faits divers

KIDNAPPING DU PATRON DE CONFORAMA

Rafik Jaffaraly, opérateur économique et propriétaire du magasin Conforama, a été kidnappé hier matin à 6H30 à Amparibe par 6 bandits à visage découvert, munis de Kalachnikov et de mitraillette. (L'Express de Madagascar p.9) Comme à son habitude, l'opérateur indo-pakistanaï fait son jogging matinal à Amparibe lorsque les bandits se sont pris à lui et l'ont emmené vers Ambohidahy à bord d'une voiture Renault Espace de couleur bleue. Les éléments de la Gendarmerie de la compagnie de Tana-ville ont mis en place des dispositifs afin d'intercepter les bandits, mais aucune information sur son lieu de détention n'est encore en vue, la famille de la victime n'a, quant à elle, pas encore porté plainte. (Midi Madagasikara p.20; Madagascar Laza p.5, Tia Tanindrazana p.3) L'attaché de sécurité de l'ambassade de France est en liaison avec le Quai d'Orsay, dans la mesure où la victime serait un ressortissant français. Les Nouvelles (p.5) On est revenu au temps de la mafia sicilienne ! s'alarme Madagascar Matin, en faisant référence à l'île de la méditerranée réputée pour ses kidnappings, ses rackets et assassinats réalisés par la Mafia appelée Cosa Nostra. (p.3)

Sport

Les 123 athlètes médaillés lors des 9^{èmes} Jeux des îles de l'Océan Indien ont été récompensés, comme promis, par le Président de la République. Les 6 médaillés d'or ont reçu un chèque de 1 000 000 ariary chacun, 500 000 ariary pour les médaillés d'argent et 300 000 ariary pour les médaillés de bronze. (L'Express de Madagascar p.30, Tia Tanindrazana p.8, Takoritsika p.8, La Gazette de la Grande Ile p.11)

- Après les incidents survenus lors des 9^{èmes} Jeux des îles de l'Océan Indien à la Réunion, Marthe Ralisinirina, l'athlète malgache victime de l'arrachage du drapeau national en public, lors de la remise des médailles, fait part de ses réactions au journal L'Express de Madagascar. D'après

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



cette dernière, l'instigateur de l'acte l'a traitée d'impolie, comme si l'athlète avait fait une grave erreur. Et d'ajouter qu'elle n'a jamais été traitée de la même façon dans la vie. (p.30)

- *La chronique de VANF dans le même journal explique pourquoi le règlement de ces Jeux des îles a dû être amendé in extremis. C'est pour éviter l'imbroglio entre la République des Comores et Mayotte. Le chroniqueur a proposé qu'avant une éventuelle ouverture des jeux à l'île de Sri Lanka, les prochains JIOI devront surpasser les questions politiques pendantes de la sous-région entre autres la question des visas de séjour et la question des Comores et de Mayotte. Et surtout oublier le précédent fâcheux de l'interdiction des drapeaux et hymnes patriotiques. (L'Express de Madagascar p.5)*

Format de couverture

Une annonce sur la déclaration de la société civile concernant la politique foncière de 2015 a été publiée dans L'Express de Madagascar, suite à la modification soudaine de la lettre de politique foncière, validée par le Conseil du Gouvernement le 26 mai 2015 afin de satisfaire les revendications des syndicats des services des domaines. 6 points principaux ont été abordés, dont le 5^{ème} point conteste la revendication du service des domaines concernant la transformation obligatoire des certificats fonciers en titres fonciers. Pour la société civile, cela est un signe de non-respect du droit de propriété, d'une violation des droits de l'homme mais conduit également à un retour à la présomption de domanialité. Ainsi, la société civile constate que les revendications des syndicats des services du domaine portent sur leur intérêt personnel et non sur l'intérêt de l'ensemble de la population malagasy, et appelle de ce fait le gouvernement à reconsidérer ses décisions dans le but d'œuvrer pour l'intérêt de la population malgache. Plusieurs associations et organisations nationales, régionales et internationales signent ladite déclaration. (p.4, L'Observateur, p.2)

Les pages 9 et 10 de l'Observateur sont destinés à la publication des résultats provisoires provenant de la CENI-T pour la province d'Antananarivo. Une bonne pratique car avec une telle publication le public peut s'informer du détail des résultats parus dans les autres communes.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



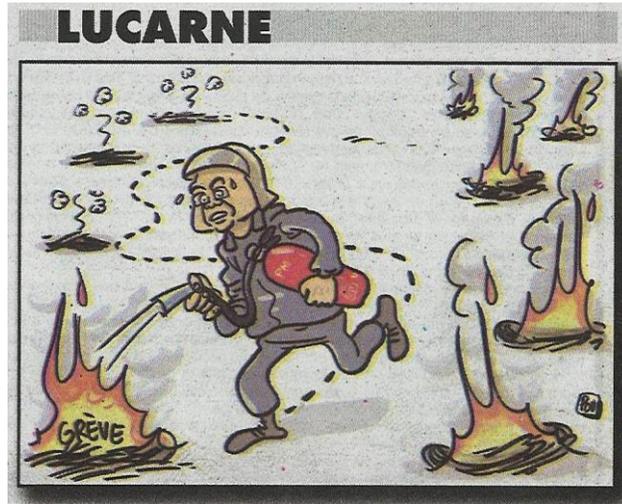


INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVELO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership

Ce projet est financé par l'Union européenne